

# Les enjeux emploi-formation du territoire

vus par le travail temporaire

## BRETAGNE

Édition 2019



 **FAF.TT**

Au nom et pour le compte de l'OPCO des services à forte intensité de main-d'oeuvre



# Les chiffres clés de la Région Bretagne



## POPULATION ET ACTIFS<sup>1</sup>

- 3,3 millions** habitants en Bretagne en 2015, soit **8,4%** de la population française (France hors Mayotte)
- +94 784** nouveaux habitants en Bretagne entre 2010 et 2015
- +3,0% en 5 ans** (2,4% pour la France hors Mayotte)
- 34,6%** de jeunes de moins de 30 ans (36,2 % pour France hors Mayotte)
- 73,1%** part des 15-64 ans ayant un emploi en 2015 (73,7 % pour la France hors Mayotte)
- 26 %** part des actifs non diplômés ou avec un faible niveau de diplôme en 2015 (29,5 % pour la France hors Mayotte)
- 24,8%** part des ouvriers en 2015 (22,3% pour la France hors Mayotte)
- 7,5%**<sup>2</sup> part des actifs au chômage au 2<sup>ème</sup> trimestre 2018 (8,7% pour la France métropolitaine)



## EMPLOI<sup>3</sup>

- 0,8 million** d'emplois salariés dans le secteur privé en région Bretagne au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (4,5% des salariés français hors Mayotte)
- +2,2%** d'emplois salariés supplémentaires entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2017 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2018
- 5,4%** des emplois salariés dans l'intérim au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (+11,4% en 1 an)
- 19,4%** des emplois salariés sont dans le secteur industriel au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (+0,8% en 1 an)



## EMPLOI INTERIMAIRE<sup>4</sup>

- 40 785** ETP intérimaires en Bretagne en 2017 (9% des ETP intérimaires français hors Mayotte)
- +18,4%** intérimaires supplémentaires entre 2016 et 2017<sup>5</sup>
- 2 590**<sup>6</sup> actions de formation engagées en Bretagne en 2018 (+5,2% entre 2017 et 2018)

<sup>1</sup> Source : INSEE 2018, Recensement de la population 2010 et 2015, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3565661#consulter>

<sup>2</sup> Source : INSEE, Octobre 2018, « Taux de chômage localisé par zone d'emploi » ; Données CVS 2ème trimestre 2018, [https://www.insee.fr/fr/statistiques/1893230https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012804#tableau-TCRD\\_025\\_tab1\\_regions2016](https://www.insee.fr/fr/statistiques/1893230https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012804#tableau-TCRD_025_tab1_regions2016)

<sup>3</sup> Source : ACOSS, décembre 2018, base Séquoia ; Moyenne trimestrielle des effectifs salariés du secteur privé ; données trimestrielles CVS, <http://www.acoss.fr/home/observatoire-economique/donnees-statistiques/bases-de-donnees.html>

<sup>4</sup> Source : Dares, décembre 2018, "Données mensuelles sur l'intérim", exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim ; <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/L-emploi-interimaire>

<sup>5</sup> Données Prism'emploi 2018 non disponibles à la date de publication. Pour en savoir plus : sur <http://www.prismemploi.eu>

<sup>6</sup> Source : FAF.TT données d'activités 2015-2018, actions de formation engagées, tous dispositifs confondus hors plan de formation, public intérimaire

# Dynamiques territoriales

## Une croissance démographique supérieure à la moyenne nationale<sup>7</sup>

La Région Bretagne comptait 3,3 millions d'habitants en 2015, soit 5% de la population française (France hors Mayotte). Entre 2010 et 2015, la Bretagne a gagné près de 95 000 habitants supplémentaires. Cette croissance forte, qui positionne la Bretagne devant la France (+3% en 5 ans pour la Région contre +2,4% pour la France), est à mettre en relation avec un solde naturel et migratoire positif.

Dans les zones d'emploi, les dynamiques démographiques sont très contrastées entre des territoires qui enregistrent une croissance supérieure à la moyenne régionale (de Dinan et Ploërmel : 3,5% à Rennes : + 6,6%) et d'autres secteurs qui accusent une forte baisse (Carhaix-Plouguer : -2,9 % en 5 ans).

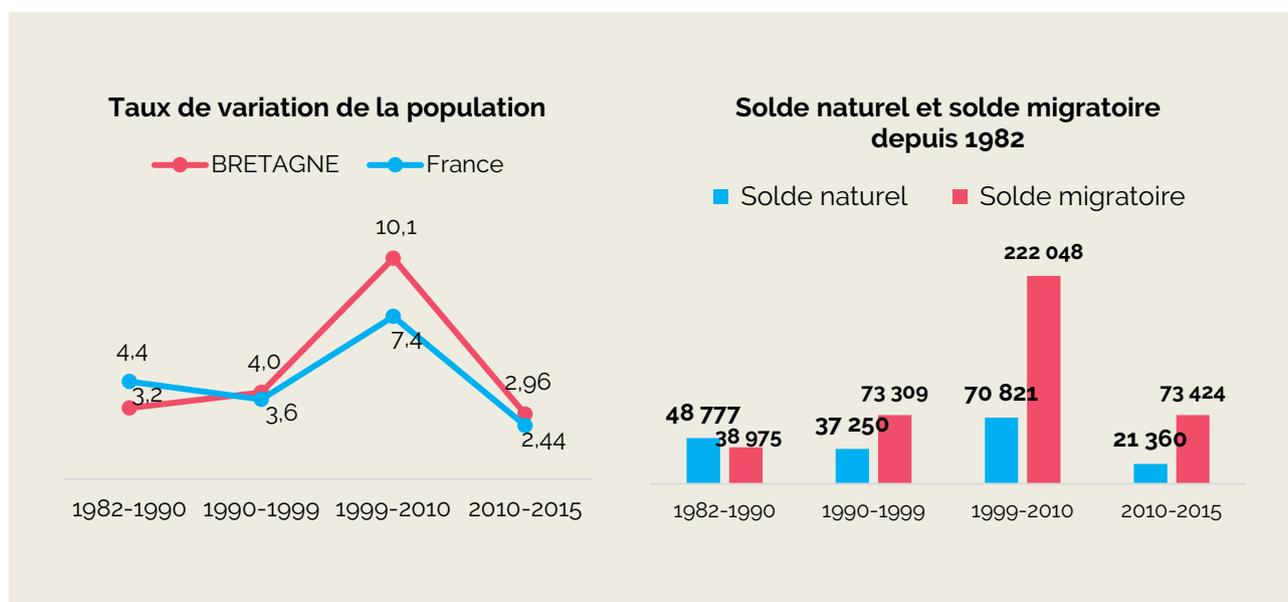
Taux de variation de la population entre 2010-2015



Chiffres clés

<b>Population en 2015</b>	<b>3 293 850</b>
France (hors Mayotte)	66 190 280
<b>Part population française</b>	<b>5%</b>
<b>Densité de population en 2015 (hab. /km<sup>2</sup>)</b>	<b>121</b>
France (hors Mayotte)	105
<b>Variation population 2010-2015</b>	<b>+94 784</b>
<b>Solde naturel<sup>8</sup> 2010-2015</b>	<b>+21 360</b>
France (hors Mayotte)	1 306 679
<b>Solde migratoire<sup>9</sup> 2010-2015</b>	<b>+73 424</b>
France (hors Mayotte)	+270 662

Evolution de la population entre 1982 et 2015



<sup>7</sup> Source : INSEE 2018, Recensement de la population 2010 et 2015, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3565661#consulter>

<sup>8</sup> Le solde naturel entre 2010 et 2015 est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours de cette période.

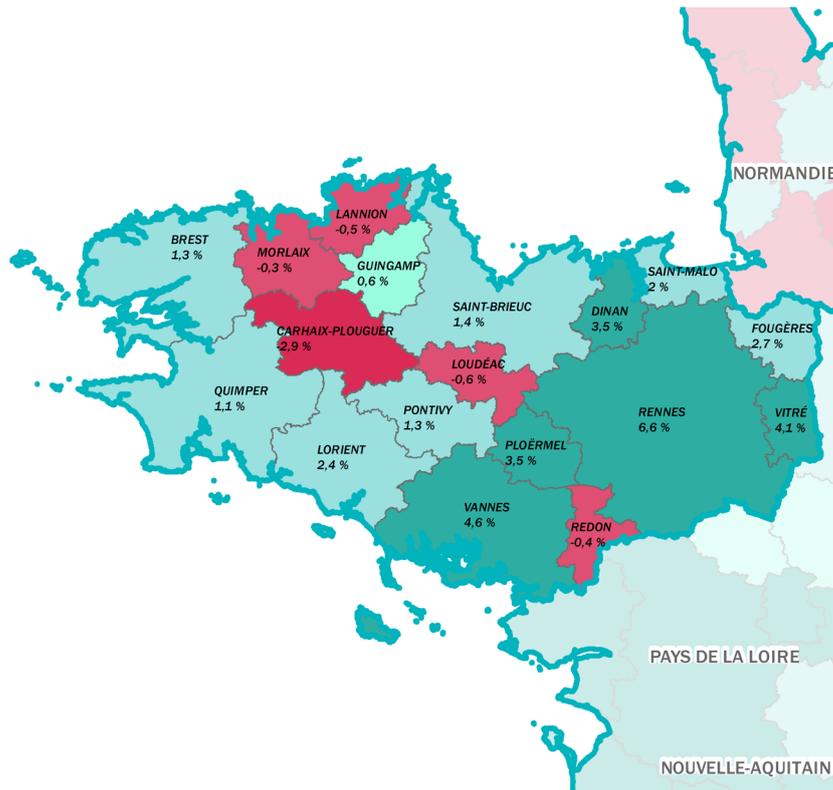
<sup>9</sup> Le solde migratoire entre 2010 et 2015 est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de cette période.

## Evolution de la population par zone d'emploi entre 2010 et 2015

### BRETAGNE

Limites régionales

#### Taux évolution population 2010-2015



Évolution de la population par zone d'emploi entre 2010 et 2015  
Sources : INSEE, RP 2015  
Fond de cartes : IGN Geofla 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019

## Densité de population par zone d'emploi en 2015

### BRETAGNE

Limites régionales



#### Densité de population en 2015



Densité de population en 2015  
Sources : INSEE, RP 2015  
Fond de cartes : IGN Geofla 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019

## Une population jeune mais vieillissante<sup>10</sup>

Avec 34,6% de sa population âgée de moins de 30 ans, la Bretagne demeure une région jeune. Toutefois, entre 2010 et 2015, cette tranche d'âge tend à diminuer (-0,9 point pour la Bretagne et la France hors Mayotte). A contrario, la population âgée de plus de 60 ans a progressé sur cette même période et représente en 2015 27,2 % de la population bretonne (24,7% pour la France).

Les zones d'emploi se distinguent par une forte présence des moins de 30 ans (de 30% dans la zone d'emploi de Lannion à plus de 40% dans celle de Rennes) qui en outre s'érode. C'est dans les zones d'emploi de Redon, Saint-Malo et Vitré que la diminution de part des jeunes est la plus brutale (avec une perte supérieure à -1,5 points entre 2010 et 2015).

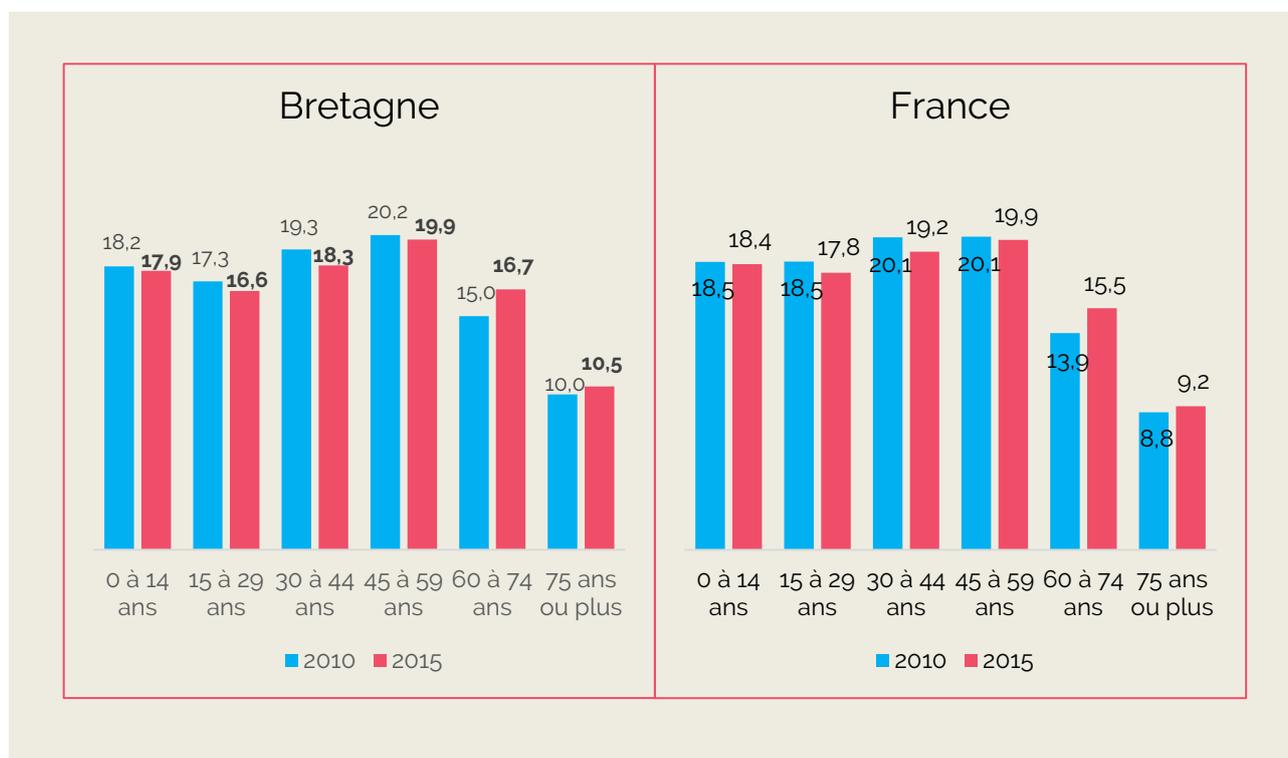
### Part des moins de 30 ans en 2015



### Chiffres clés

Population de moins de 30 ans en 2015	1 138 193
<i>France (hors Mayotte)</i>	23 934 764
Evolution des moins de 30 ans entre 2010-2015 (en points)	-0,9
<i>France (hors Mayotte)</i>	-0,9
Part des 60 ans et plus en 2015	27,2 %
<i>France (hors Mayotte)</i>	24,8 %
Evolution des 60 ans et plus entre 2010-2015 (en points)	+2,2
<i>France (hors Mayotte)</i>	+2

### Population par âge en 2010 et 2015 (%)



<sup>10</sup>Source : INSEE 2018, Recensement de la population 2010 et 2015, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3564100?sommaire=3561107#consulter>

## Part des moins de 30 ans par zone d'emploi en 2015

### BRETAGNE

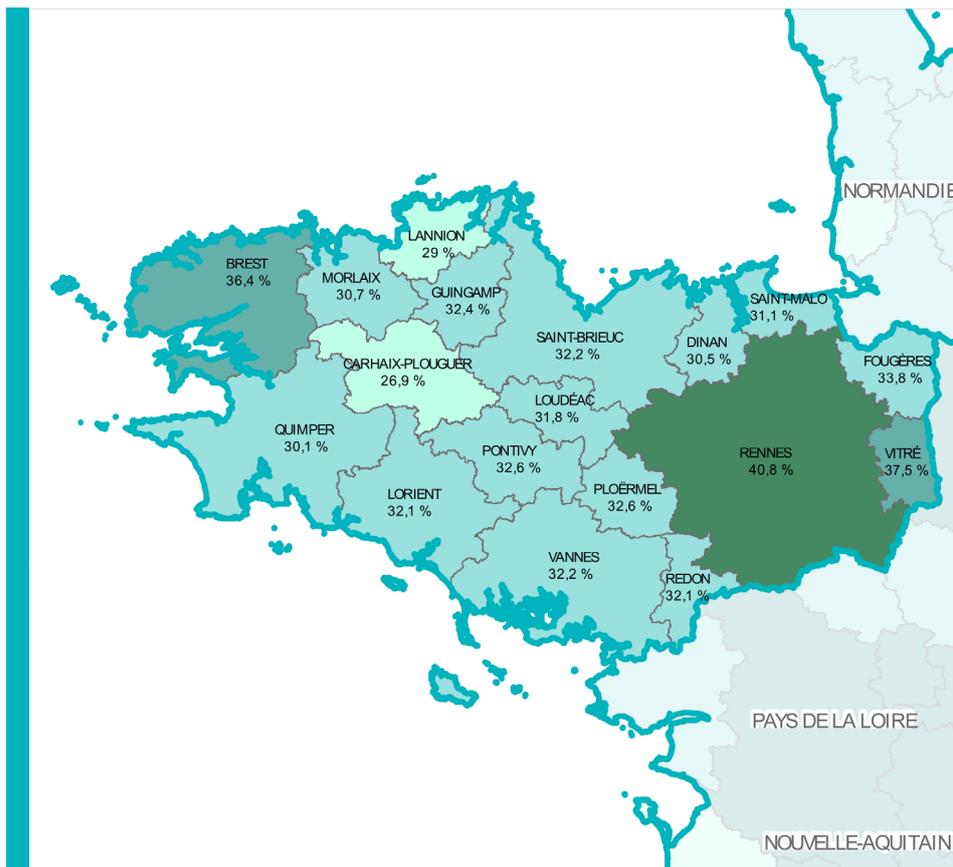
Limites régionales



Part des moins de 30 ans en 2015



Part des moins de 30 ans en 2015  
Sources : INSEE, RP 2015  
Fond de cartes : IGN Geofla 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019



## Évolution de la part des moins de 30 ans par zone d'emploi (2010 – 2015, en points de pourcentage)

### BRETAGNE

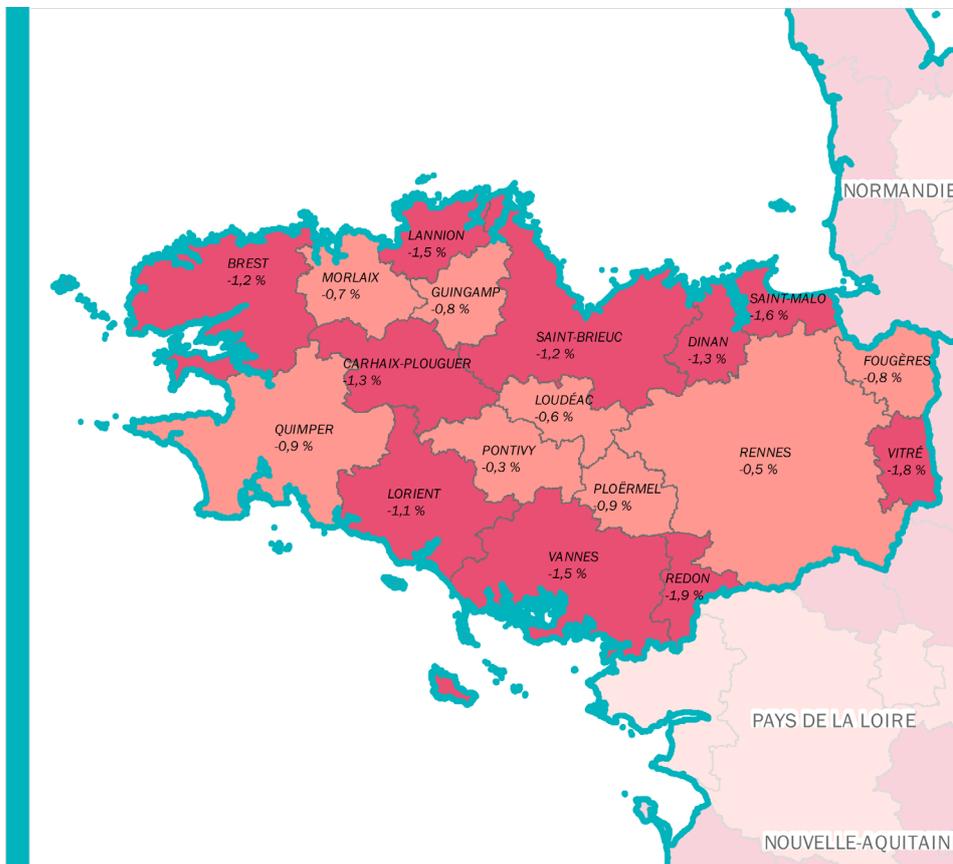
Limites régionales



Évolution de la part des moins de 30 ans 2010-2015 (en points de pourcentage)



Évolution de la part des moins de 30 ans (2010 – 2015, en points de pourcentage)  
Sources : INSEE, RP 2015  
Fond de cartes : IGN Geofla 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019



## Une population active de plus en plus diplômées<sup>11</sup>

Le taux d'activité des 15-64 ans est de 73,1%, ce qui positionne la Bretagne à un niveau légèrement inférieur à la moyenne nationale (73,7%). Il est particulièrement élevé dans les zones d'emploi de Fougères et Vitré (respectivement 75,2% et 79,6%).

Plus d'un actif breton sur deux a un profil d'ouvrier ou d'employé. Malgré une augmentation entre 2010 et 2015, les cadres et professionnels des activités intellectuelles supérieures sont moins présents (13,2% dans la région contre 16,1% à l'échelle nationale).

En termes de qualification, la part des actifs non diplômés ou avec un faible niveau de diplôme est de 26% en 2015, soit inférieure à la moyenne nationale (29,5%). Cette part des actifs est particulièrement présente dans les zones d'emploi de Loudéac et Fougères (+35% des actifs de la Région). A l'inverse, ils sont faiblement représentés dans la zone d'emploi de Brest (23,7%). La part des diplômés de l'enseignement supérieur est quant à elle supérieure à la moyenne nationale (30,1% pour la Bretagne, 29,1% en France).

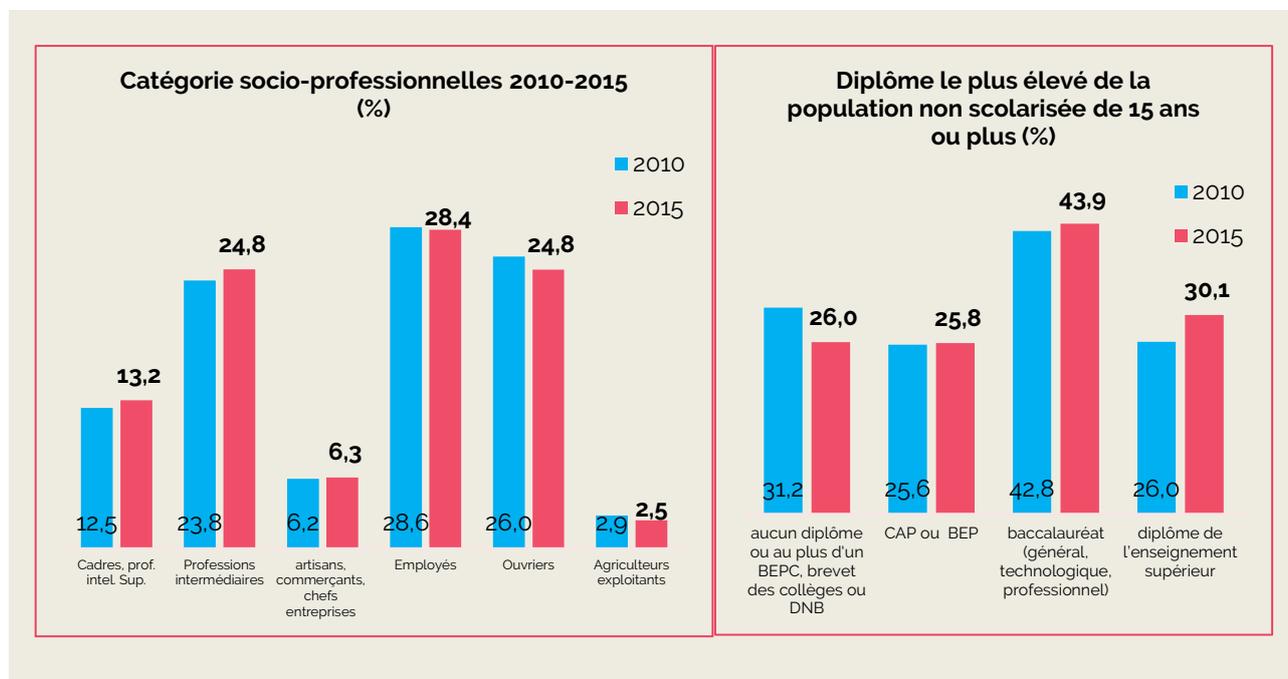
### Part des ouvriers



### Chiffres clés

Actifs 15-64 ans en 2015	2 023 391
France (hors Mayotte)	30 757 808
Taux d'activité <sup>12</sup> en 2015	73,1%
France (hors Mayotte)	73,7 %
Evolution taux d'activité 2010-2015 (en points)	+1,55
France (hors Mayotte)	+1,7
Part des actifs non diplômés ou avec un faible niveau de diplôme	26%
France (hors Mayotte)	29,5 %

### Caractéristiques des actifs entre 2010 et 2015



<sup>11</sup> Source : INSEE 2018, Recensement de la population 2010 et 2015, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3564100?sommaire-3561107#consulter>

<sup>12</sup> Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante (INSEE)

## Taux d'activité des 15-64 ans par zone d'emploi en 2015

### BRETAGNE

○ Limites régionales

Taux d'activité des 15-64 ans en 2015



Taux d'activité des 15-64 ans en 2015  
Sources : INSEE, RP 2015  
Fond de cartes : IGN Geofla 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019

## Part des ouvriers, employés et agriculteurs par zone d'emploi en 2015

### BRETAGNE

○ Limites régionales

Part des ouvriers, employés et agriculteurs en 2015.



Part des ouvriers, employés et agriculteurs en 2015  
Sources : INSEE, RP 2015  
Fond de cartes : IGN Geofla 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019

## Part des actifs non diplômés ou avec un faible niveau de diplôme par zone d'emploi en 2015

### BRETAGNE

 Limites régionales

Part des actifs non diplômés ou avec un faible niveau de diplôme en 2015

-  inférieure à 25%
-  entre 25% et 30%
-  entre 30% et 40%
-  entre 40% et 50%
-  supérieure à 50%



Part des actifs non diplômés ou avec un faible niveau de diplôme en 2015  
Sources : INSEE, RP 2015  
Fond de cartes : IGN Geofia 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019



## Un taux de chômage en recul et inférieur à la moyenne nationale<sup>43</sup>

Après avoir atteint un maximum de 9% au 2ème trimestre 2015, le taux de chômage<sup>44</sup> a connu une alternance de hausses et de baisses, avant d'atteindre 7,6% au 1er trimestre 2018. Sur l'ensemble de la période (1er trimestre 2014 – 1er trimestre 2018), il observe donc un recul de -1 point, contre -0,9 point sur la même période en France métropolitaine.

L'ampleur du chômage est contrastée selon les départements, allant de seulement 6,8% de la population active d'Ille-et-Vilaine à 8,1% dans les Côtes d'Armor. Ces disparités s'intensifient entre les 18 zones d'emploi de la Région, pour lesquelles le taux de chômage varie de 5% pour la zone d'emploi de Vitré à 9,1% pour celle de Guingamp.

Taux de chômage au 2<sup>ème</sup> trimestre 2018

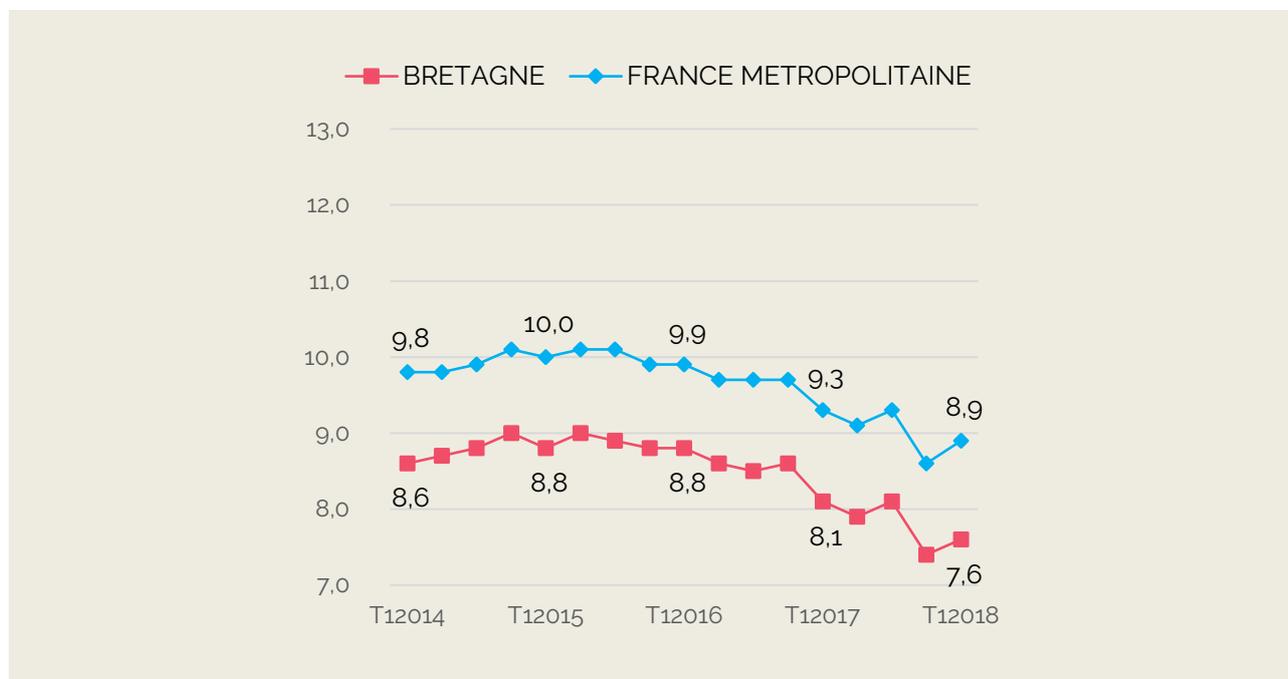
**Bretagne** **France métropolitaine**

**7,5%** **8,7%**

Chiffres clés

Taux de chômage au 1er trimestre 2018	7,6%
<i>France métropolitaine</i>	8,9%
Evolution entre T12017 et T12018 (en points)	-0,5
<i>France métropolitaine</i>	-0,4
Evolution entre T12014 et T12018 (en points)	-1
<i>France métropolitaine</i>	-0,9

Évolution du taux de chômage entre 2014 et 2018 (%)



<sup>43</sup> Source : INSEE, Octobre 2018, « Taux de chômage localisé par zone d'emploi » ; Données CVS 2ème trimestre 2018, [https://www.insee.fr/fr/statistiques/1893230https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012804#tableau-TCRD\\_025\\_tab1\\_regions2016](https://www.insee.fr/fr/statistiques/1893230https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012804#tableau-TCRD_025_tab1_regions2016)

<sup>44</sup> Le taux de chômage localisé est le rapport entre le nombre de chômeur et la population active résidente dans une zone donnée (INSEE).

## Taux de chômage localisé par zone d'emploi au 1er trimestre 2018

### BRETAGNE

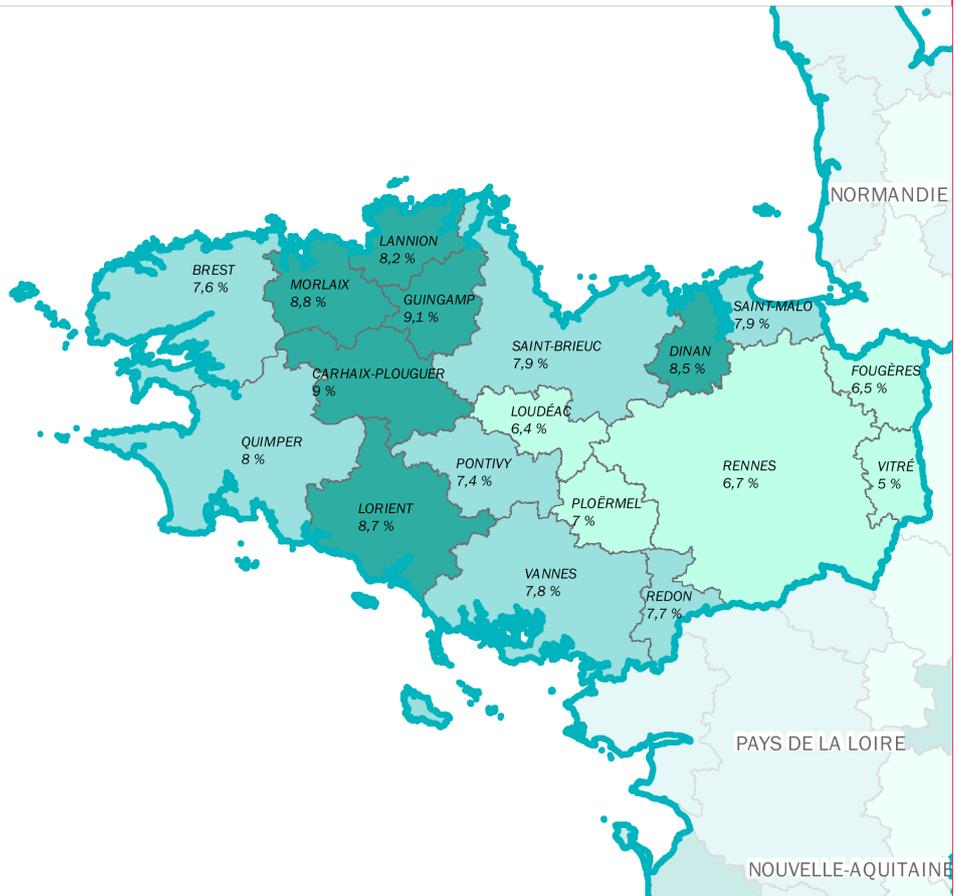
Limites régionales



Taux de chômage au 1er trimestre 2018



Taux de chômage au 1er trimestre 2018  
Sources : INSEE, Octobre 2018  
Fond de cartes : IGN Geofla 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019



## Évolution du taux de chômage par zone d'emploi entre 2014 et 2018 (en points de pourcentage)

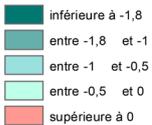
### BRETAGNE

Limites régionales



Évolution du taux de chômage 2014-2018

(en points de pourcentage)



Évolution du taux de chômage entre T1 2014 et T1 2018 (en points de pourcentage)  
Sources : INSEE, Octobre 2018  
Fond de cartes : IGN Geofla 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019



# Economie et emploi

## Une hausse de l'emploi supérieure à la moyenne nationale<sup>15</sup>

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, 820 847 personnes occupent un emploi salarié dans le secteur privé en région Bretagne. Après des progressions déjà importantes en 2017 (+2%), l'emploi augmente davantage encore en 2018 (+ 2,2 %, soit la création de plus 17 900 emplois). La région Bretagne affiche une dynamique économique globalement bonne : entre 2014 et 2018, les effectifs moyens de salariés ont progressé de 5,8% (soit 1,6 points de plus que la France hors Mayotte).

Pour les 18 zones d'emplois, on observe des évolutions très contrastées avec des baisses allant de - 2,5% (Morlaix) à des progressions de +10% (Saint-Malo).

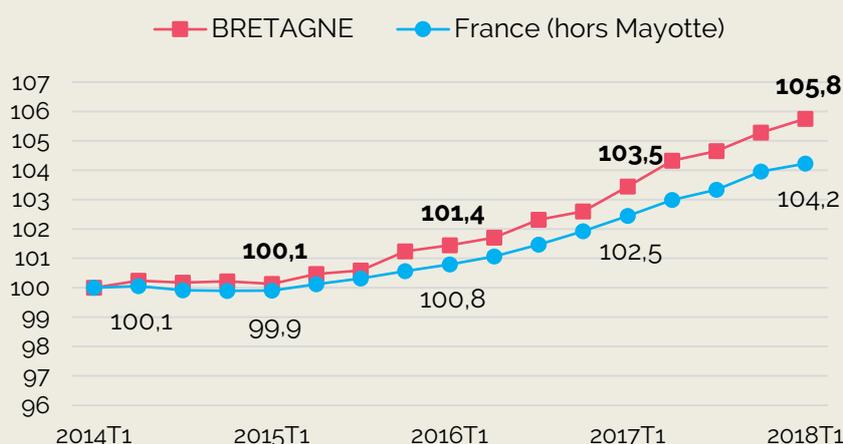
### Evolution des effectifs salariés entre le 1<sup>er</sup> trimestre et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018



### Chiffres clés

Total des effectifs salariés au 1 <sup>er</sup> trimestre 2018	820 847
France (hors Mayotte)	18 366 112
Évolution des effectifs trimestriels moyens de salariés sur 4 ans (2014-2018)	+5,8%
France (hors Mayotte)	4,2%

### Évolution trimestrielle des effectifs salariés entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2014 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (indice en base 100<sup>16</sup> T12014)



<sup>15</sup> Source : ACOSS, décembre 2018, base Séquoia ; Moyenne trimestrielle des effectifs salariés du secteur privé ; données trimestrielles CVS. <http://www.acoss.fr/home/observatoire-economique/donnees-statistiques/bases-de-donnees.html>

<sup>16</sup> L'indice des effectifs salariés est le rapport entre la valeur des effectifs salariés au cours d'une période courante et sa valeur de départ (la base). Il mesure la variation relative des effectifs salariés entre la période de base (1<sup>er</sup> trimestre 2014) et la période courante. Pour l'indice en base 100, cela revient à imaginer que la base de l'indice vaut « 100 » et que les autres grandeurs sont calculées relativement à cette grandeur de référence.

## Effectifs salariés par zone d'emploi au 1er trimestre 2018

### BRETAGNE

 Limites régionales





Effectifs salariés au 1er trimestre 2018  
Sources : ACOSS, décembre 2018  
Fond de cartes : IGN Geofla 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019

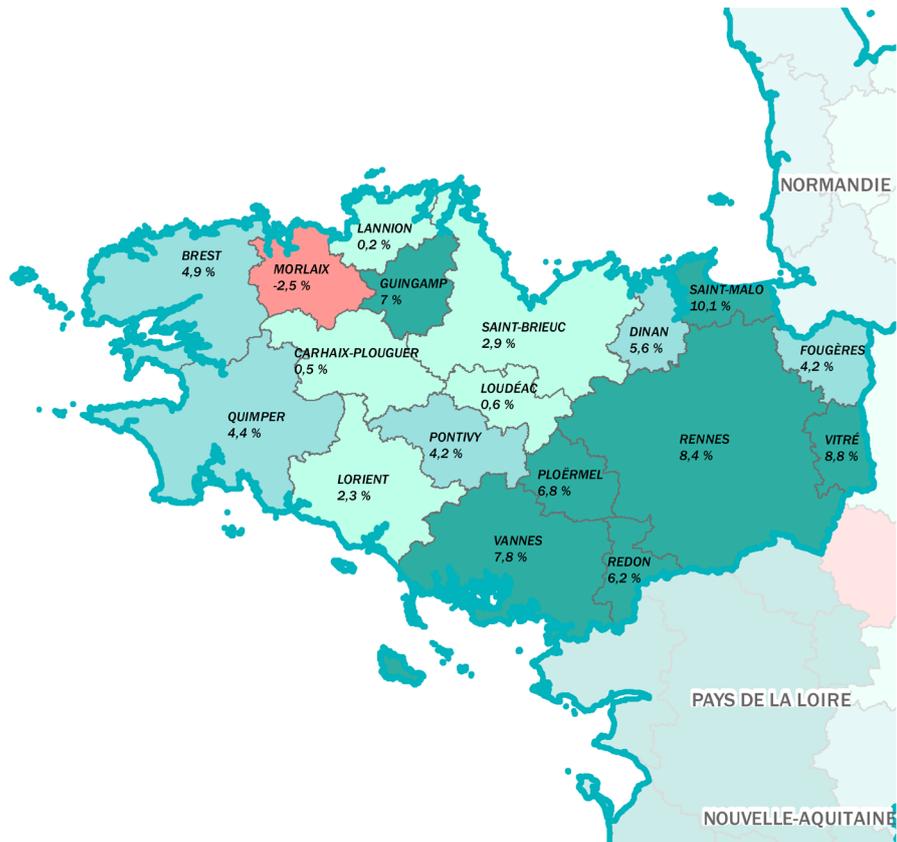
## Évolution des effectifs salariés par zone d'emploi entre 2014 et 2018 (T1 2014-T1 2018)

### BRETAGNE

 Limites régionales

Taux d'évolution des effectifs salariés entre 2014 et 2018

-  inférieur à -3%
-  entre -3% et 0%
-  entre 0% et 3%
-  entre 3% et 6%
-  supérieur à 6%





Évolution des effectifs salariés entre T1 2014 et T1 2018  
Sources : ACOSS, décembre 2018  
Fond de cartes : IGN Geofla 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019

## L'emploi progresse dans tous les secteurs à l'exception de la construction<sup>17</sup>

Avec 19,4% des effectifs salariés de la Bretagne, l'industrie est un secteur majeur de l'économie régionale. Alors qu'à l'échelle nationale le secteur affiche une baisse importante (-2,6% entre 2014 et 2018), l'emploi a progressé de +0,6% dans l'industrie en Bretagne sur la même période.

Entre les 1<sup>er</sup> trimestres 2014 et 2018, la hausse de l'emploi concerne tous les autres secteurs à l'exception de la construction qui a enregistré une baisse de -0,7% en 4 ans (soit une perte de près de 500 emplois).

Le développement du secteur de l'hébergement et de la restauration affiche une bonne dynamique avec une hausse de l'emploi de +14,6% entre 2014 et 2018 (une croissance supérieure à la moyenne nationale qui est de 11,9%).

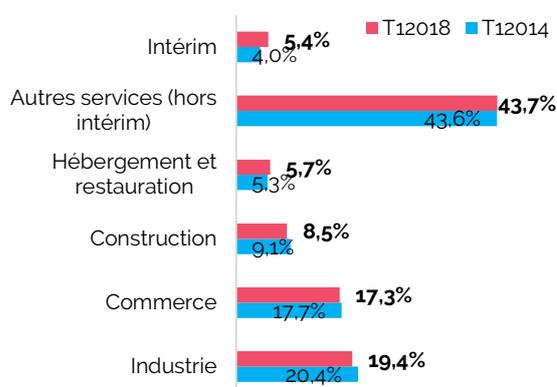
L'emploi tertiaire (hors intérim) continue de progresser en 2018 avec la création de plus de 19 800 emplois (soit + 5,9% entre 2014 et 2018 pour la région contre +4,7 pour la France hors Mayotte).

La Hausse de l'emploi concerne surtout l'intérim (+41,9%) même si cette progression reste inférieure à la moyenne nationale (+45,6%).

Evolution des effectifs salariés industriels entre le 1<sup>er</sup> trimestre et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018



Part des salariés par grand secteur en 2014 et 2018 (T1 2014, T1 2018)



Part et évolution des effectifs salariés

Emploi par grand secteur		Industrie	Commerce	Construction	Hébergement et restauration	Autres services (hors intérim)	Intérim
Part des effectifs salariés au 1 <sup>er</sup> trimestre 2018	Bretagne	19,4%	17,3%	8,5%	5,7%	43,7%	5,4%
	France hors Mayotte	16,3%	16,7%	7,6%	6,0%	48,9%	4,4%
Évolution des effectifs de salariés sur 1 an (1 <sup>er</sup> trimestre 2017 - 1 <sup>er</sup> trimestre 2018)	Bretagne	▲+0,8%	▲+2,2%	▲+2,3%	▲+4,7%	▲+1,5%	▲+11,4%
	France hors Mayotte	+0,2%	+1,0%	+2,0%	+3,7%	+1,3%	+12,3%
Évolution des effectifs salariés sur 4 ans (1 <sup>er</sup> trimestre 2014 - 1 <sup>er</sup> trimestre 2018)	Bretagne	▲+0,6%	▲+3,9%	▼-0,7%	▲+14,6%	▲+5,9%	▲+41,9%
	France hors Mayotte	-2,6%	+2,5%	-2,4%	+11,9%	+4,7%	+45,6%

<sup>17</sup> Source : ACOSS, décembre 2018, base Séquoia ; Moyenne trimestrielle des effectifs salariés du secteur privé ; données trimestrielles CVS : <http://www.acoss.fr/home/observatoire-economique/donnees-statistiques/bases-de-donnees.html>

## Des besoins en main d'œuvre en hausse pour tous les secteurs et particulièrement importants dans la construction et les transports<sup>18</sup>

Les projets de recrutement affichent une hausse de 15,9% sur un an, et s'établissent à 120 647 pour l'année 2018. Cette croissance des projets de recrutement concerne l'ensemble des secteurs d'activité.

La plus forte progression des intentions d'embauche est enregistrée dans le secteur de la construction, avec 7 452 nouveaux projets, soit une hausse de 40,7% (contre +37% à l'échelle nationale).

Avec plus de 4 719 projets d'embauche, soit 1 108 projets de plus qu'en 2017 (+30,7%), le secteur des transports et de l'entreposage a enregistré la deuxième plus forte hausse à l'échelle régionale.

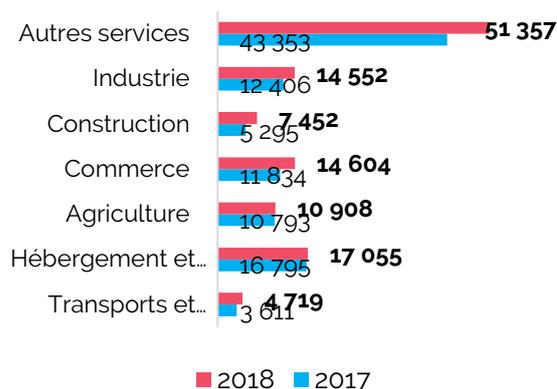
La troisième plus forte hausse concerne le commerce. Les besoins en main-d'œuvre y sont en hausse de 23,4%.

Le secteur tertiaire (hors transports, hébergement et restauration) représente 42,6% des intentions d'embauche en 2018 et demeure le premier recruteur de la Région.

### Évolution des projets de recrutement entre 2017 et 2018



### Projets de recrutement par secteur d'activité



### Part et évolution des projets de recrutement par secteur d'activité

Projets de recrutement par secteur d'activité		Transports et entreposage	Hébergement et restauration	Agriculture	Commerce	Construction	Industrie	Autres services
Part des projets de recrutement en 2018	Bretagne	3,9%	14,1%	9,0%	12,1%	6,2%	12,1%	42,6%
	France	4,0%	12,2%	9,9%	12,5%	6,0%	8,6%	46,6%
Évolution des projets de recrutement entre 2017 et 2018	Bretagne	▲+30,7%	▲+1,5%	▲+1,1%	▲+23,4%	▲+40,7%	▲+17,3%	▲+18,5%
	France	+32,4%	+11,7%	+13,4%	+22,0%	+37,0%	+27,4%	+16,4%
Évolution des projets de recrutement entre 2014 et 2018	Bretagne	▲+58,1%	▲+28,9%	▲+4,3%	▲+40,7%	▲+144,8%	▲+56,0%	▲+25,9%
	France	+56,1%	+26,9%	+20,4%	+49,8%	+57,4%	+48,2%	+37,1%

<sup>18</sup> Source : enquête BMO sur le site de Pôle emploi, <http://statistiques.pole-emploi.org/bmo>

## Enjeux pour le développement économique

### ■ Forces/opportunités

- Une **région à la dynamique démographique positive mais montrant des disparités selon les départements** (l'Ille-et-Vilaine étant l'espace le plus dynamique en termes d'augmentation de population) **et des phénomènes de vieillissement**
- Des **atouts en matière de R&D et d'innovation avec notamment la présence de 4 pôles de compétitivité** : Pôle Image et Réseaux, Pôle Mer Bretagne Atlantique, Pôle Valorial, Pôle iD4CAR et un bon maillage des acteurs de l'innovation
- Une **région particulièrement bien placée en matière de créations d'emploi et au taux de chômage parmi les plus faibles des régions françaises** (7,6%)
- **Première région française en matière de production agricole et pour les activités de pêche**
- Une **activité touristique en développement** (4e région touristique française pour l'accueil des touristes français), **constituant une opportunité pour le territoire**
- Une économie basée sur un tissu dense de petites et moyennes entreprises
- Une **région proposant une offre de formation diversifiée** : première région en matière de lycée agricole, offre universitaire développée...

### ■ Faiblesses/Menaces

- Des **secteurs-socles de l'économie bretonne déstabilisés ou en transition** (agriculture-pêche, une partie des industries agro-alimentaires, automobile, naval) du fait de concurrences extérieures, de nécessités de modernisation ou de transformation, d'effets de dépendance face à des centres décisions externes
- Une **montée de la précarité, et disparités territoriales pouvant être amenées à se creuser**
- Une **faible insertion dans les réseaux et projets européens et internationaux en matière d'innovation**
- Une **désaffection des filières scientifiques et techniques et des liens encore insuffisamment tissés entre R&D et entreprises**

#### De ces constats émergent des enjeux prioritaires pour l'économie bretonne :

- Enjeu de transition de l'économie productive des secteurs d'activités existants et renouvellement grâce aux secteurs d'avenir
- Enjeu de développement de la R&D et d'insertion dans les réseaux d'innovation pour accompagner les transitions économiques, écologiques
- Enjeu d'anticipation du vieillissement de la population et de développement des activités qui y sont liées

# La branche du travail temporaire

## L'emploi intérimaire poursuit sa progression<sup>19</sup>

Avec 40 785<sup>20</sup> ETP intérimaires en 2017, la Bretagne concentre 5,5% des intérimaires français. Après des progressions déjà importantes entre en 2016 (+7,6 %<sup>21</sup>), le nombre d'ETP intérimaires augmente davantage encore en 2017 (+ 18,4 %). Plus globalement, entre 2014 et 2017, l'emploi temporaire affiche une croissance importante (+32,4%) bien qu'elle reste inférieure aux moyennes nationales (+36,6%).

L'évolution récente du nombre d'ETP intérimaires<sup>22</sup> semble également moins favorable à la région Bretagne, puisque la progression est plus faible en région qu'en France (+1,9% en région contre +2,9% pour la France entre les 3<sup>ème</sup> trimestres 2017 et 2018).

D'un point de vue des zones d'emploi<sup>23</sup>, les intérimaires se concentrent dans les grands pôles comme Rennes, Saint-Brieuc, Lorient, Brest et Quimper qui représentent 49,5% des intérimaires en 2015.

### Nombre d'ETP intérimaires au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018

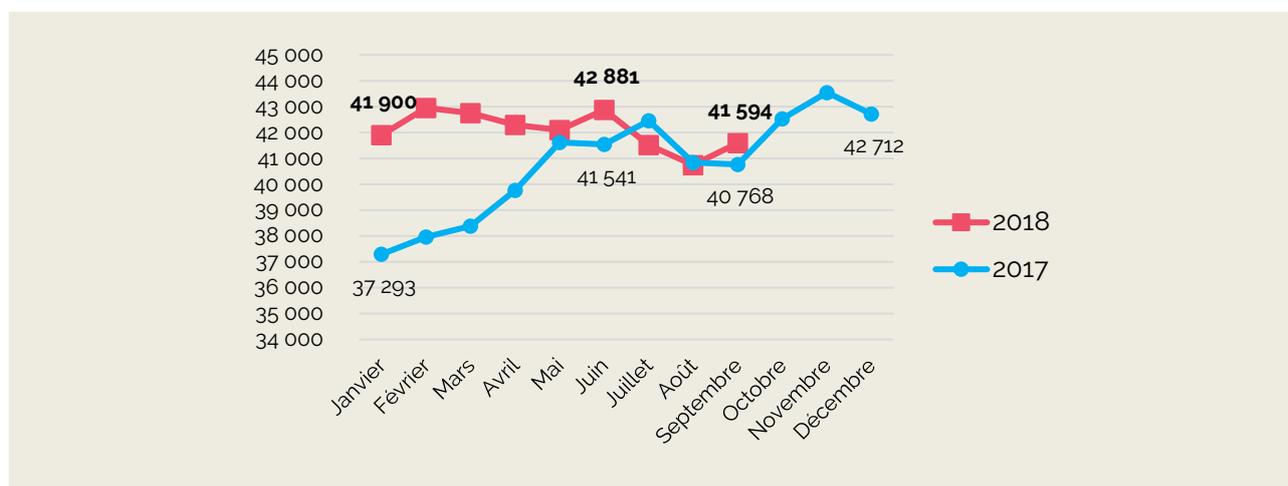
**Bretagne** **France (hors Mayotte)**

**42 933** **798 619**

### Chiffres clés

Nombre d'ETP intérimaires en 2017	40 785
France (hors Mayotte)	738 061
Évolution des ETP intérimaires entre 2016 et 2017	+18,4%
France (hors Mayotte)	+17,9%
Évolution des ETP intérimaires entre 2014 et 2017	+32,4%
France (hors Mayotte)	+36,6%
Évolution des ETP intérimaires entre 2017 (3 <sup>ème</sup> trimestre) et 2018 (3 <sup>ème</sup> trimestre)	+1,9%
France (hors Mayotte)	+2,9%

### Évolution mensuelle du nombre d'ETP intérimaires depuis début 2017



<sup>19</sup> Source : Dares, décembre 2018, "Données mensuelles sur l'intérim", exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim ; <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/l-emploi-interimaire>

<sup>20</sup> Le nombre d'ETP intérimaires en 2017 est la moyenne des 12 mois.

<sup>21</sup> Le calcul du taux d'évolution est réalisé à partir du nombre trimestriel moyen d'ETP intérimaires pour chacune des années.

<sup>22</sup> Source : Dares, décembre 2018, "Données trimestrielles sur l'intérim", exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim ; <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/l-emploi-interimaire>

<sup>23</sup> Source : INSEE 2018, Insee, 2017, Recensement de la population 2010 et 2015, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3564227?sommaire=3561215#consulter>

## Nombre d'intérimaires par zone d'emploi en 2015

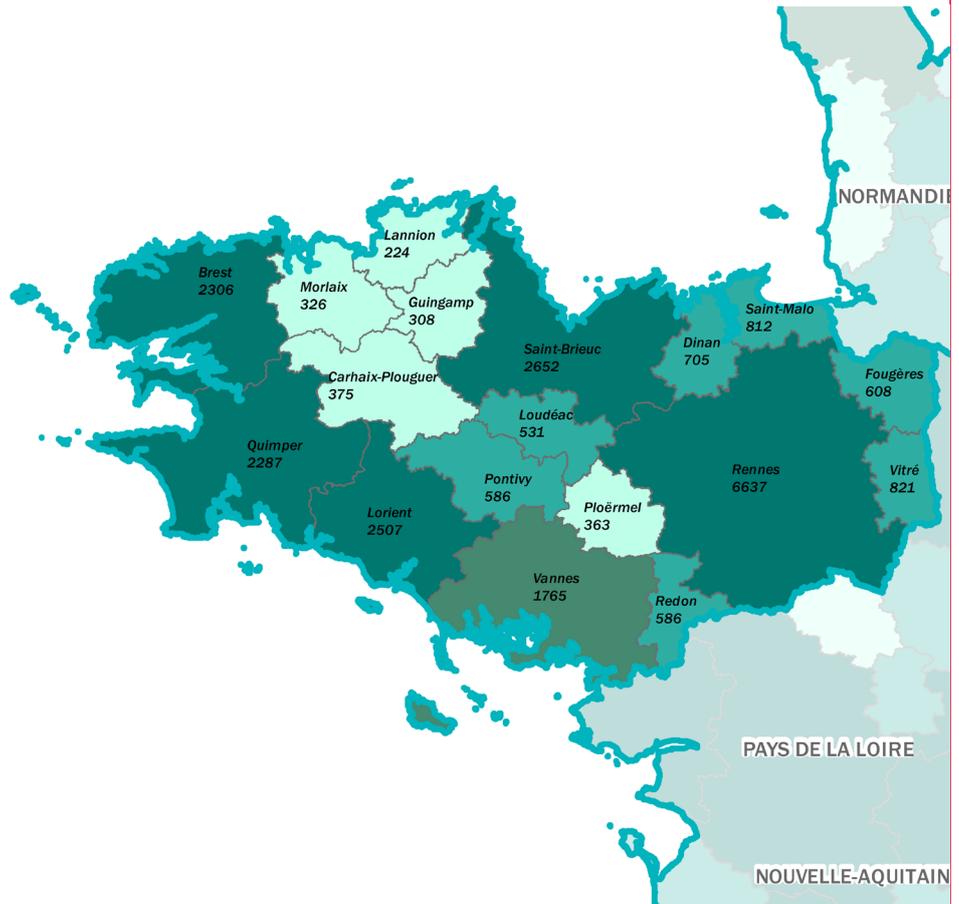
### BRETAGNE

 Limites régionales

#### Nombre d'intérimaires en 2015



Nombre d'intérimaires en 2015  
Sources : INSEE, RP 2015  
Fond de cartes : IGN Geofia 2018  
Réalisation : Rouge Vif territoires, 2019



*Précaution de lecture : les données en valeur absolue ne doivent pas être considérées comme les effectifs réels, ce sont des estimations issues de l'enquête du recensement de la population basées sur les déclarations des personnes interrogés. Les effectifs sont estimés. Ce sont les ordres de grandeur et la comparaison entre zone d'emploi qui sont intéressants pour l'analyse*

## L'intérim en recul dans les secteurs de l'industrie, de la construction et de l'agriculture<sup>24</sup>

Avec 53,6% des ETP intérimaires, l'industrie représente le premier recruteur pour le travail temporaire dans la région Bretagne en 2015. Cette part du secteur industriel dans l'emploi intérimaire qui est plus importante qu'au niveau national (44%) confirme le positionnement du territoire comme une grande région industrielle malgré un recul du nombre d'intérimaires (-4,7% entre 2011 et 2015).

Dans l'agriculture l'emploi intérimaire accuse une baisse importante supérieure au recul observé à l'échelle nationale (-15,2% entre 2011 et 2015 pour le Bretagne contre -10,5% pour la France).

Le secteur tertiaire est le deuxième employeur des intérimaires après l'industrie. Il représente 27,6% des ETP intérimaires de Bretagne en 2015 (contre 38% à l'échelle nationale) et enregistre une hausse de +7% (soit près de 550 ETP intérimaires supplémentaires entre 2011 et 2015).

Évolution des ETP intérimaires industriels entre 2011 et 2015



Évolution du nombre d'ETP intérimaires en Bretagne entre 2011 et 2015



Évolution et répartition des ETP intérimaires par secteur d'activité entre 2011 et 2015

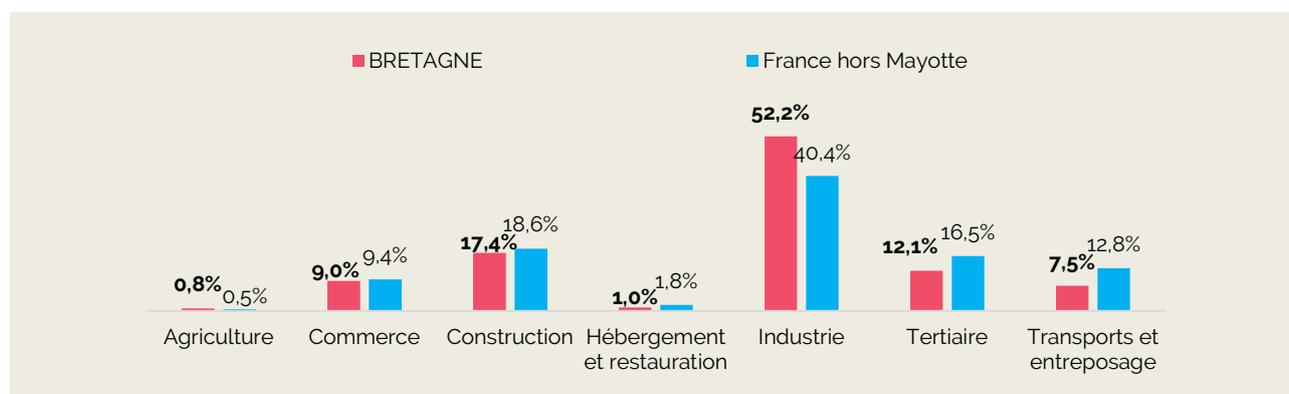
Évolution et répartition des ETP intérimaires par secteur d'activité		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire
Part des ETP intérimaires en 2015	Bretagne	0,9%	53,6%	17%	27,6%
	France hors Mayotte	0,5%	44%	18%	38%
Évolution des ETP intérimaires entre 2011 et 2015	Bretagne	▼ -15,2%	▼ -4,7%	▼ -8,7%	▲ +7%
	France hors Mayotte	+10,5%	-8,3%	-17,6%	+5,8%

<sup>24</sup> Source : Dares, Données annuelles sur l'intérim 2015, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim ; <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/l-emploi-interimaire>

## ■ Les données récentes de la branche du travail temporaire

Sur la période récente, l'industrie continue de s'imposer comme le secteur majeur de Bretagne (52,2%<sup>24</sup> des ETP intérimaires). Dans le même temps, le secteur accuse une forte baisse de ses effectifs salariés (-6,5%<sup>25</sup> entre 2017 et 2018).

Répartition des ETP intérimaires par secteur d'activité en 2017<sup>25</sup>



Évolution des effectifs intérimaires par grand secteur d'activité entre novembre 2017 et novembre 2018<sup>26</sup>

Évolution effectifs intérimaires par secteur d'activité	Industrie	BTP	Commerce	Transports	Services
Bretagne	▼ -6,5 %	▲ +0,7%	▼ -1,0%	▲ +10,9%	▲ +5%
France hors Mayotte	-8,6%	+3,3%	+1,4%	-7,9%	+6,5%

### Pour aller plus loin

- Baromètre PRISM'EMPLOI ; les publications nationales, <https://www.barometre-prisme.eu/prismeWeb/displayCommuniqueStatistiquePublic.do>
- Baromètre PRISM'EMPLOI ; les publications en région ; <http://www.prismemploi.eu/Public/En-region>
- L'emploi intérimaire diminue au 3e trimestre 2018 ; Dares, décembre 2018 ; <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/l-emploi-interimaire-diminue-au-3e-trimestre-2018>

<sup>25</sup> Source : Dares, Données annuelles sur l'intérim 2017

<sup>26</sup> Source : Baromètre PRISM'EMPLOI ; décembre 2018 ; <http://www.prismemploi.eu/Public/En-region>

## Une faible progression des formations engagées par le FAF.TT et les entreprises<sup>27</sup>

En 2018, 2 590 formations ont été engagées dans le cadre de la professionnalisation, des congés individuels de formation et de la préparation opérationnelle à l'emploi, hors plan de formation.

Entre 2017 et 2018, les formations réalisées ont connu une hausse de +5,2% (soit 129 formations supplémentaires par rapport à 2017). Cette croissance est très inférieure à la moyenne nationale (+17,2% pour la France hors Mayotte).

Avec 1 465 stagiaires (soit 56% des formations engagées), le secteur des transports représente la première filière de formation en 2018.

Le secteur industriel, qui représente 19% des formations engagées, a enregistré une hausse de + 17,3%<sup>28</sup> des projets de recrutement en 2018. Il occupe la deuxième place dans les filières de formation.

Le secteur de la construction où les besoins en recrutement sont en forte croissance (+40,7%<sup>29</sup> entre 2017 et 2018) occupe la troisième place.

Nombre de formations engagées en 2018

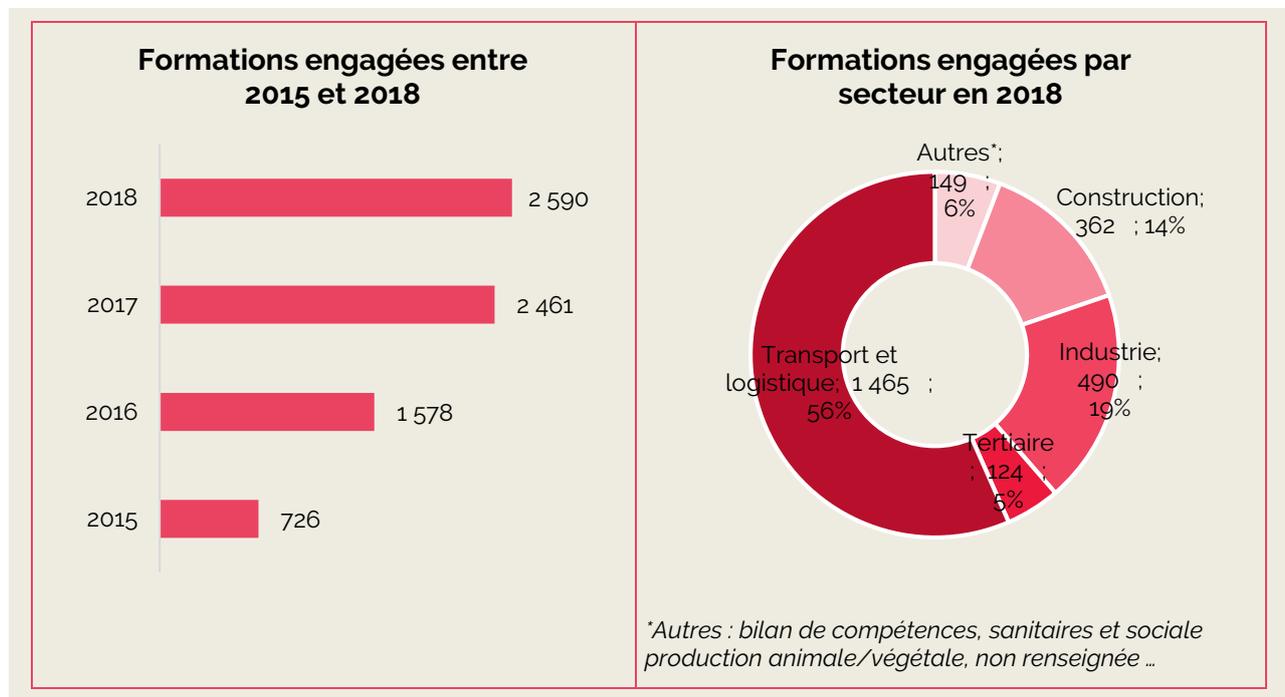
**Bretagne** **France (hors Mayotte)**

**2 590** **51 821**

Chiffres-clés

<b>Part des formations engagées en France en 2018</b>	<b>5,0%</b>
<b>Évolution des formations engagées entre 2017 et 2018</b>	<b>+5,2%</b>
<i>France hors Mayotte</i>	<i>+17,2%</i>
<b>Évolution des formations engagées entre 2015 et 2018</b>	<b>+256,7%</b>
<i>France hors Mayotte</i>	<i>+196,1%</i>

### Formations engagées entre 2015 et 2018



<sup>27</sup> Source : FAF.TT données d'activités 2015-2018, actions de formation engagées, tous dispositifs confondus hors plan de formation, public intérimaire

<sup>28</sup> Source : enquête BMO sur le site de Pôle emploi, <http://statistiques.pole-emploi.org/bmo>

<sup>29</sup> Source : enquête BMO sur le site de Pôle emploi, <http://statistiques.pole-emploi.org/bmo>

## Enjeux pour la branche de travail temporaire

### ■ Forces/opportunités

- Une **progression continue du niveau de qualification des personnes** (part de non diplômés en diminution)
- Des **opportunités pour le travail temporaire dans l'automobile** (recrutements sur le site de PSA), **dans le transport/logistique, dans le déploiement de la fibre optique...**

### ■ Faiblesses/Menaces

- Des **difficultés de recrutement et des inadéquations entre l'emploi disponible et les formations proposées dans certains secteurs**

#### Face à ces constats, un certain nombre d'enjeux se posent au territoire dans une perspective d'accompagnement du travail temporaire :

- Enjeu de poursuite des efforts en matière de formation et d'orientation pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises et proposer des parcours cohérents vers l'emploi aux demandeurs
- Anticipation du développement des métiers et compétences du numérique et développement de la formation sur ces sujets

#### Pour aller plus loin

- Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) Bretagne, [https://www.bretagne.bzh/upload/docs/application/pdf/2013-12/srdeii\\_final.pdf](https://www.bretagne.bzh/upload/docs/application/pdf/2013-12/srdeii_final.pdf)
- Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) Bretagne : [https://www.regions-et-formation.fr/far/documents/far/bretagne\\_contrat\\_de\\_plan\\_regional\\_de\\_developpement\\_des\\_formations\\_et\\_de\\_l\\_orientation\\_professionnelles\\_2017\\_2022\\_document\\_non\\_signe\\_2017-08-21.pdf](https://www.regions-et-formation.fr/far/documents/far/bretagne_contrat_de_plan_regional_de_developpement_des_formations_et_de_l_orientation_professionnelles_2017_2022_document_non_signe_2017-08-21.pdf)

Contact

**Saïd BOUSSAAD**

Délégué inter-régional Centre-Ouest

[sboussaad@faftt.fr](mailto:sboussaad@faftt.fr)



Au nom et pour le compte de l'OPCO des services à forte intensité de main-d'œuvre

14 rue Riquet  
75940 Paris cedex 19  
Tél. : 01 53 35 70 00  
[www.faftt.fr](http://www.faftt.fr)